



Bamako, le 18 janvier 2010

CLUB DES INVESTISSEURS FRANÇAIS AU MALI

Rue 25 – Porte 271 – BADALABOUGOU-Est
BP 3013
BAMAKO

**RAPPORT D'ACTIVITES
Du 15 octobre 2008 au 31 décembre 2009**

Ce rapport d'activités pour la période du 15 octobre 2008 au 31 décembre 2009 comporte cinq axes :

- I. Les réunions du CIFAM,
- II. Les activités courantes,
- III. Les travaux liés au contexte des affaires
- IV. Les évènements et manifestations où le CIFAM vous a représentés.
- V. Les projets d'avenir du CIFAM.

I – LES REUNIONS DU CIFAM

23 octobre 2008 : les outils de la migration professionnelle et informations sur le lancement du processus d'élaboration de la Loi d'Orientation du Secteur Privé.

- la « migration professionnelle » et plus particulièrement sur la « Carte Compétences et Talents,
- les échanges commerciaux et des relations économiques entre la France et le Mali en 2007,
- la présentation générale du processus d'élaboration de la loi d'Orientation du Secteur Privé que le CIFAM accompagnera jusqu'à sa remise au Gouvernement pour soumission à l'Assemblée Nationale.
Outre les membres du CIFAM cette réunion a été l'occasion de réunir l'Ambassade de France notamment l'Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des Migrations (ANAEM), la mission économique et le Réseau des Entreprises d'Afrique de l'Ouest (REAO).

27 novembre 2008 : aide financière aux PME/PMI et suivi du processus d'élaboration de la Loi d'Orientation du Secteur Privé.

Au cours de cette réunion, la BAD, l'Union Européenne et la Banque Mondiale ont présenté leurs modalités d'interventions et d'appuis au secteur privé.

Un point a été fait sur l'avancement du processus d'élaboration de la Loi d'Orientation du Secteur Privé.

10 février 2009 : rencontre avec le MEDEF International

Le MEDEF International qui n'était pas venu au Mali depuis 6 ans, a signé le 9 février 2009 un protocole d'accord de coopération avec le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM). C'est dans le cadre de ses missions visant en particulier à développer les investissements français au Mali que le CIFAM a invité la délégation du Comité Afrique du MEDEF International, présidé par Monsieur Patrick LUCAS. Cette rencontre a permis de mettre en exergue le potentiel dans les secteurs actuellement

très porteurs pour de nouveaux investissements : industrie agroalimentaire, services aux entreprises, secteur tourisme.

9 avril 2009 : rencontre avec la CCI Rhône-Alpes (Lyon)

Une délégation d'élus consulaires originaires de la région Rhône-Alpes est venue au Mali en mission pour présenter les objectifs d'une Chambre de Commerce France-Mali (CCFM) en cours d'homologation à cette date.

Le CIFAM et la Mission Economique près l'Ambassade de France ont organisé conjointement cette rencontre pour vous présenter les objectifs de cette structure et les projets qu'elle portait.

Résultats : à ce jour, aucune nouvelle sur les suites de cette mission.

4 juin 2009 : Bilan économique et Social du MALI 2008 et perspectives économiques régionales

- Présentation du Bilan économique et social du Mali 2008 avec l'intervention de Monsieur Bréhima SANOGO, Chef de la Division « Synthèse Economique et Suivi de la Conjoncture » de l'Institut National de la Statistique. Le support de communication présenté a été élaboré par le CIFAM à partir des fichiers fournis par l'Institut.

- Perspectives économiques régionales, intervention de Monsieur Alain FELER, Représentant Résident du Fonds Monétaire International à Bamako.

12 novembre 2009 : la formation

Présentation de nouveaux adhérents et des **résultats de l'enquête sur « les besoins en formation de nos entreprises membres »**

Cette étude, réalisée par le CIFAM, avait pour objectif de dégager les problématiques des besoins en formation. Elle a été suivie par une réunion à laquelle ont contribué, outre nos entreprises, les principaux acteurs de la formation professionnelle au Mali (Agence Nationale pour l'Emploi, Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel, le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Apprentissage, le Service Emploi-formation du Consulat Général de France, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, le CIGEM, Swisscontact, ONG suisse).

II - ACTIVITES COURANTES :

- Diffusion de l'information juridique, économique et sociale (à partir des données fournies par l'Institut National de la Statistique, de la mission économique, de l'UEMOA, etc.)
- Réponse aux demandes d'informations spécialisées (précisions sur les taxes, les procédures, les décrets,...)
- Suivi des dossiers pour l'obtention des visas : (une vingtaine de visas ont été accordés durant l'année)
- Renforcement des échanges avec l'Ambassade (participations aux réunions formations, entreprises, participation au projet « les quartiers d'Orange », comité de pilotage « migrations professionnelles », etc.)
- Réception de personnes à la recherche d'emploi et diffusion des CV
- Réception/orientation de porteurs de projet
- Prospection de nouveaux membres pour le CIFAM (ainsi cette année 11 Sociétés nous ont rejoint : ALIOS FINANCE MALI, ATC, BATIIM, BICIM, CANAL OVERSEAS AFRICA, EMERGENCE, MALI PROPLETE, OMEDIA, RIVERSIDE, SECURICOM, et VOXNOVIA)
- Développement des échanges avec les autres structures, institutions maliennes et organisations internationales (Banque Mondiale, Union Européenne, CCIM, Chambres Consulaires, REAO, Ministères, API-Mali, CSP, etc.)
- Mise en place d'une base de contacts pour le CIFAM
- Participation aux Comités d'organisations de manifestations du Centre du Secteur Privé

- Visites aux membres du CIFAM (ainsi cette année 29 sociétés visitées sur les 54 entreprises adhérentes à ce jour)
- Gestion du CIFAM (factures, cotisations, etc....)
- Gestion du site internet : il nous est apparu nécessaire de procéder à la transformation du site statique en site dynamique pour en faciliter les mises à jour à moindre coût. Ce travail, commencé en juin dernier, a été interrompu suite à l'indisponibilité de la personne ayant pris en charge cette transformation. Il sera repris au cours du premier trimestre 2010.

III – LES TRAVAUX LIES AU CONTEXTE DES AFFAIRES

a) Loi d'Orientation du Secteur Privé :

Tout au long du dernier trimestre 2008 de nombreuses réunions ont été tenues par les Membres du Secrétariat Permanent de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali dont le CIFAM a fait partie, afin de faire prendre en compte et de synthétiser les difficultés rencontrées par les entreprises et les solutions souhaitées par les entrepreneurs de l'ensemble du secteur privé.

Outre ces réunions, le CIFAM a été présent aux huit journées organisées du 17 octobre au 31 décembre 2008 par l'Unité Économique du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce afin de contribuer à l'élaboration de la note de synthèse qui a été remise au Ministre fin décembre 2008. C'est à partir de cette note de synthèse que les juristes consultants désignés par le Ministère ont élaboré le texte du projet de loi.

Résultats :

- tableau récapitulatif des principaux problèmes rencontrés par le secteur privé,
- contribution du CIFAM au projet de loi d'orientation du secteur privé, version n° 2,
- rapport de synthèse des résultats des concertations,
- projet de Loi d'Orientation du Secteur Privé proposé par le Gouvernement, portant les annotations et réserves du CIFAM

Ces recommandations ont été présentées au Gouvernement, à travers le Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce lors des concertations organisées à Bamako les 02 et 03 novembre 2009, qui les a prises en compte.

Cette Loi d'Orientation du Secteur Privé sera une loi cadre, contraignante, point de convergence d'autres lois qui devront la mettre en œuvre. Cette future loi a pour objectif de favoriser l'amélioration du climat des affaires et de permettre au secteur privé de mieux répondre à l'un des objectifs fixés par le Gouvernement : faire de ce secteur le moteur de la croissance.

b) Enquête sur « les besoins en formation des entreprises membres du CIFAM » juin 2009

Cette étude réalisée par le CIFAM à travers un questionnaire très léger n'avait pas la prétention de répondre de manière pratique aux besoins des membres et devait être considérée comme un premier pas dans cette démarche.

Les idées-forces ressortant de cette étude montrent selon quels axes mettre en œuvre les processus apportant des réponses concrètes aux besoins des investisseurs – comme par exemple l'accompagnement dans la formalisation des demandes.

Cette étude a fait l'objet d'une restitution lors de la réunion de novembre 2009. Depuis, elle nous a été demandée par l'Union Européenne dans le cadre du projet RAMSES (pôles de compétences universitaires).

c) L'amélioration du Commerce transfrontalier

Dans le cadre du programme de réformes du climat de l'investissement (mission doing business), le CIFAM a été convié par la Banque Mondiale en collaboration avec le Ministère de l'Économie et des Finances à un atelier qui s'est tenu le 02 décembre 2009 en vue de participer à la validation des recommandations destinées à accélérer la fluidité du commerce transfrontalier (le plan d'actions en vue d'une réforme du système de logistique commerciale au Mali et le projet de termes de référence vous ont été transmis pour information).

Suite à cet atelier le CIFAM participera en 2010 au « *Comité de pilotage de la réforme de la logistique commerciale* ». Au préalable, nous allons effectuer un travail de synthèse des difficultés des Membres du CIFAM confrontés aux problèmes de douanes que nous vous demandons de bien vouloir nous faire remonter.

d) La relecture du Code des Investissements :

Le CIFAM a été invité à l'atelier de relecture du Code des Investissements (organisé par le Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce) les 14, 15 et 16 décembre 2009.

Le projet de nouveau Code des Investissements portant les observations, remarques et réserves de notre juriste/fiscaliste a été présenté lors de cet atelier.

Cependant, faute d'accord entre les Ministères sur la fixation d'un seuil d'investissement apparaissant comme non compatible avec les objectifs annoncés dans l'article 1er (notamment alinéa e) et devant diverses objections des participants (sur la différence des avantages accordés en cas d'activité nouvelle par exemple, sur le % de plus value, etc.) , le projet n'a pas été validé et sa relecture a été reportée à une date ultérieure.

IV –LE CIFAM VOUS A REPRESENTÉ :

Lors de l'inauguration de l'usine BUNAFAMA (aliments pour le bétail) du Groupe AMI représenté par MM. Gérard et Cyril ACHCAR le 25 octobre 2008 à Koulikoro en présence de son Excellence Amadou Toumani TOURE, Président de la République.

A la conférence d'information sur la crise financière organisée par le CNPM le 4 novembre 2008 (Interventions de Monsieur le Ministre des Finances, du Président de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF).

A la présentation du dispositif de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises proposé par l'AFD aux banques du Mali (la garantie partielle de portefeuille ARIZ) le 24 novembre 2008.

Lors de la conférence débat organisée par le Centre du Secteur Privé le 13 décembre 2008 sur « l'expérience de la BOA sur la problématique du financement des PME-PMI » animée par Monsieur Seydina Oumar WAIGALO, Directeur adjoint de la BOA. Monsieur WAIGALO a notamment présenté la nouvelle organisation de la BOA avec la création d'un département spécifique pour les PME au sein de la banque.

Lors de la cérémonie de signature du Protocole d'Accord de Coopération entre le MEDEF International et le CNPM (le 9 février 2009)

A la rencontre organisée par l'UFE lors de la venue du **Sénateur Christophe-André FRASSA** (représentant des français établis hors de France) le 9 février 2009. Informations sur la représentation des français de l'étranger à l'Assemblée et au Sénat. Egalement lors de la venue du **Sénateur Richard YUNG** pour une conférence sur le pacte européen sur l'immigration et l'asile.

Au Forum de Bamako sur la Gouvernance (19-21 février 2009) organisé par la fondation forum de Bamako, réflexions sur la gouvernance mondiale, la gouvernance des entreprises (déficit pour l'Afrique) et la Gouvernance institutionnelle.

Lors de la visite au Mali de Monsieur Habib M. FETINI, Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour le Mali, région Afrique, le 24 février 2009.

Les représentants du secteur privé ont essentiellement exposé les problématiques relatives à l'environnement des affaires (le secteur informel grandit car les raisons de travailler dans l'informel demeurent...) et le problème du financement des entreprises (à long et moyen termes). La Banque

Mondiale a rappelé qu'elle s'occupe d'abord de gros projets stratégiques au niveau gouvernemental, donc administratifs, loin du secteur privé. Cependant elle veut engager le Gouvernement sur des secteurs porteurs (surtout l'agriculture). Enfin, le problème de l'état et de l'administration qui ne prennent pas en compte les besoins du secteur privé a été évoqué. Le secteur privé a demandé à être impliqué et consulté dès le niveau de la définition des politiques stratégiques.

Au Forum de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) sur l'Agro-industrie (25-27 février 2009). Ce forum sur le développement des Industries alimentaires en Afrique avait pour objectif de favoriser une implication forte du secteur privé dans la transformation et le commerce des produits alimentaires. Il a été pour nous l'occasion de rencontrer des conseillers techniques de différents Ministères avec lesquels le CIFAM continue à échanger régulièrement.

Lors de la présentation faite par la Banque Mondiale de la Réforme pilote par le biais du développement et de la gestion des zones industrielles au Mali

Sur invitation du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce, le 03 mars 2009, le CIFAM a été invité à la présentation de l'étude de la Banque Mondiale (FIAS/IFC) relative à l'ébauche d'une loi moderne de gestion des zones industrielles. Le but de la Banque Mondiale est d'aider le Gouvernement du Mali à développer et mettre en œuvre un cadre institutionnel/règlementaire/juridique pour une zone industrielle sur le site à l'aéroport de Bamako Sénou.

Le document qui nous a été présenté suggérait l'adoption d'une loi fixant le cadre juridique en matière de développement et de gestion de zone industrielle et soulignait les problèmes de chevauchement de compétences entre API-Mali, AZI-SA et l'autorité de l'aéroport.

Lors de la présentation de la maquette de l'hôtel solidaire et de formation professionnelle de Sangha le 13 mars 2009 (manifestation placée sous la présidence du Ministre du Tourisme)

A la demande du Ministre des Finances, Monsieur Abou Bakar TRAORE, **participation du CIFAM à la cellule de veille destinée à suivre les impacts de la crise financière internationale.**

Au forum de l'entrepreneuriat organisé par le Centre du Secteur Privé les 27 et 28 mars 2009. Ce forum a permis au CIFAM de se rapprocher des institutions et associations parrainant l'évènement (M.E.I.C., ANPE, APEJ, Direction des Impôts, ...). Le thème qui a retenu notre attention a été « la problématique de l'inadéquation des textes avec les pratiques culturelles ».

En mai 2009 Au séminaire du GEFOP (Groupe d'Experts en Formation Professionnelle) lancé et soutenu par l'AFD sur le thème : « comment une politique d'offre de formation et de qualification adaptée à la demande peut contribuer à soutenir la croissance économique et la création d'emplois dans une économie dominée par les activités de subsistance ».

Au Forum économique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux-Bamako le 24 septembre 2009 (visite de M. JUPPE)

L'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux a organisé ce forum sous le thème « Les entreprises françaises au Mali face à la concurrence internationale. Quelles opportunités d'Affaires ? » et a sollicité l'intervention du CIFAM.

Vous trouverez en annexe la « Présentation du Climat des affaires au Mali et des opportunités d'investissements pour les entreprises de Bordeaux et d'Aquitaine » faite par le CIFAM. Cette communication reprend les données essentielles du bilan économique et social du Mali 2008, celles relatives aux échanges commerciaux entre la France et le Mali et les résultats des études de la

Banque Mondiale sur les opportunités d'affaires au Mali, principalement dans le Tourisme, l'agro-alimentaire, et les métiers connexes à l'extraction minière.

Lors des réunions d'information relatives au Projet d'Appui aux Secteurs Productifs dans le cadre de l'Accord de Partenariat Economique (financé par l'Union Européenne).

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a convié le CIFAM à participer à plusieurs réunions d'information/restitution (les 30 janvier, 2 mars, 23 avril, 5 juin, 24 juin, 8 octobre 2009) relatives à la mission d'identification du **Programme d'Appui aux Secteurs de Production dans le cadre de l'Accord de Partenariat Economique**. Dans le cadre de la mise en place de prestations de services dans le domaine de la **Qualité** dans les entreprises, un service d'appui aux Entreprises privées sera mis en place afin d'assurer l'organisation opérationnelle du PASP. Ce service aura un statut de droit malien de type associatif créé à l'initiative de l'Union Nationale des Chambres Consulaires du Mali (UNCCM), de la Fédération Nationale des Artisans Maliens (FNAM) et de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Mali (APBEFM).

Ce SAEP sera une plate-forme d'accueil et de réception des demandes volontaires des entreprises, des systèmes productifs locaux et des structures intermédiaires des entreprises.

L'équipe de base sera constituée de cinq cadres maliens et d'un Assistant Technique recruté sur un appel d'offres ouvert qui sera responsable de la bonne gestion du Volet Qualité.

La version finale de ce Projet est disponible au CIFAM (version papier).

V – LES PROJETS D'AVENIR POUR LE CIFAM :

Le projet BENCHMARKING des organisations intermédiaires dans la zone de l'UEMOA (financé par le programme PRO€INVEST de l'Union Européenne):

Le programme Pro€invest (www.proinvest-eu.org) est financé par le Fonds européen de développement. Il vise à aider le développement du secteur privé dans les pays ACP, par la promotion des investissements, des transferts de technologie et par l'appui aux organisations intermédiaires (OIs), en les aidant à améliorer leurs services à leurs membres. Pro€invest met en œuvre un projet dans les huit pays membres de l'UEMOA.

Les objectifs de ce projet sont :

1. faire un « benchmarking » des OIs dans ces pays,
2. identifier leurs besoins en capacités (matériel, ressources humaines, formations, etc)
3. définir des programmes de renforcement des capacités à mettre en œuvre,
4. identifier les bailleurs de fonds qui appuient le secteur privé dans les pays de l'UEMOA.

Le CIFAM ayant été identifié comme organisation intermédiaire clé dans le secteur privé au Mali, nous avons reçu un questionnaire que nous avons rempli afin de faire comprendre les objectifs, les services et surtout les besoins en renforcement de capacité de notre organisation.

A ce jour nous attendons les suites des missions préparatoires et de l'atelier de restitution qui a eu lieu à Ouagadougou et restons en contact avec les acteurs de ce projet.

Président : Serge LEPOULTIER

Coordonnatrice : Muriel CAILLEUX

E-mail : coordination@cifam.org

Tel. :(223) 20 22 82 18 / 73 10 35 28

Site Web: www.cifam.org